



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité



| | |
|---|--|
| Service acheteur : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Achats Publics Bureau Achats de formation Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9 | SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044 (à utiliser pour la facturation électronique) SIRET PFC O : 130 015 407 00013 <i>(pour information)</i> |
| Service exécutant : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Finances - Bureau exécution - Section formation Quartier Foch/BP 22 - 35998 Rennes cedex 9. Code service exécutant (SE) : D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique) | Comptable assignataire : Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 Brest Cedex 2 ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr – 02.98.80.55.55 |
| <p style="text-align: center;">Points de contact :</p> <p>Procédure – suivi d'exécution : pfc-ouest-dap-fo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr</p> <p>Facturation – paiement : pfaf-co-bfin-fo.referent.fct@intradef.gouv.fr</p> <p>Technique (Marine) : mickael.ravilly@intradef.gouv.fr</p> <p>Technique (AAE) : paul.mourlanne@intradef.gouv.fr denis.laloux@intradef.gouv.fr</p> <p>Médiation – correspondant PME : sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr</p> | |

MARCHÉ PUBLIC

Formations et examens en Contrôle Non Destructifs (CND) au profit du personnel du Ministère des Armées

Code CPV : 80531000-5 - Services de formation industrielle et technique

- | | |
|---------------------------|---|
| 1 ^{ère} partie : | Clauses techniques particulières |
| 2 ^{ème} partie : | Règlement de la consultation |
| 3 ^{ème} partie : | Clauses administratives particulières |
| 4 ^{ème} partie : | Engagement des parties |
| Annexes : | <ul style="list-style-type: none"> - 1 : Annexes financières à l'acte d'engagement ; <ul style="list-style-type: none"> - 1.1 : Annexe financière lot 1 ; - 1.2 : Annexe financière lot 2 ; - 1.3 : Annexe financière lot 3 ; - 1.4 : Annexe financière lot 4 ; - 1.5 : Annexe financière lot 5 ; - 1.6 : Annexe financière lot 6 ; - 2 : Cadre de réponse technique : <ul style="list-style-type: none"> - 2.1 : Cadre de réponse technique lot 1 ; - 2.2 : Cadre de réponse technique lot 2 ; - 2.3 : Cadre de réponse technique lot 3 et 6 ; - 2.4 : Cadre de réponse technique lot 4 et 5. - 3 : Fiche incident ; - 4 : Contenu pédagogique lot 3 ; - 5 : Contenu pédagogique lot 4 ; - 6 : Contenu pédagogique lot 5 ; - 7 : Contenu pédagogique lot 6 ; - 8 : Clause RGPD ; |

- 9 : Fiche d'évaluation.
- 10 : Norme ANDTBF/06

Références :

- ⇒ procédure : **DAF_2023_001042**
- ⇒ marché¹ :
- Lot 1 : **N°2025 006 2025**notifié le.....
 - Lot 2 : **N°2025 006 2025** notifié le.....
 - Lot 3 : **N°2025 006 2025**..... notifié le.....
 - Lot 4 : **N°2025 006 2025**notifié le.....
 - Lot 5 : **N°2025 006 2025**notifié le.....
 - Lot 6 : **N°2025 006 2025**notifié le.....
- ⇒ engagement juridique¹ :
- Lot 1 : **EJ**.....
 - Lot 2 : **EJ**.....
 - Lot 3 : **EJ**.....
 - Lot 4 : **EJ**.....
 - Lot 5 : **EJ**.....
 - Lot 6 : **EJ**

¹ Références complétées par le service acheteur après notification

1^{ère} partie - Clauses Techniques Particulières

I. DEFINITION DU BESOIN

1.1 Objectif de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de formations et d'examens en Essais et Contrôles Non Destructifs (CND) au profit du personnel du ministère des Armées.

1.2 Allotissement :

Le besoin est alloti techniquement comme suit :

| | |
|-----------------|--|
| LOT n° 1 | Formation générale à la certification COFREND niveaux 1 et 2 selon la Norme EN ISO 9712 édition 2022 et le référentiel CIFM. |
| LOT n° 2 | Examen de certification COFREND selon le référentiel du CIFM. |
| LOT n° 3 | Formation générale et spécifique à la qualification FrANTDB de niveau 3. |
| LOT n° 4 | Formations complémentaires aux certifications FrANDTB niveaux 2 et 3. |
| LOT n° 5 | Formation matériaux orientation aéronautique. |
| LOT n° 6 | Formation et examen qualifiant Thermographique FrANDTB niveaux 1 et 2. |

II. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS DU LOT N° 1 - Formation générale à la certification COFREND niveaux 1 et 2 selon la Norme EN ISO 9712 édition 2022 et le référentiel CIFM

Le présent lot a pour objet la réalisation de formations COFREND de niveaux 1 et 2 selon le référentiel du CIFM NF EN ISO 9712 « Fabrication et maintenance, sous-secteur mécanique ou fabrication et maintenance ». Ces formations seront notamment au profit des personnels militaires et civils de la Marine nationale.

La formation doit être réalisée par un opérateur économique disposant d'un agrément COFREND en qualité d'organisme de formation en essais non destructifs.

II.1 Objectifs de la formation :

Détecter, localiser et évaluer les discontinuités de surface du matériau examiné afin d'obtenir la certification COFREND de niveaux 1 ou 2, référentiel CIFM.

II.2 Public concerné :

Ces formations s'adressent à tous les contrôleurs et techniciens concernés par une certification COFREND.

II.3 Durée de la formation :

La durée de la formation doit répondre aux exigences minimales de formation définies selon la norme NF EN ISO 9712 « Essais non destructifs — Qualification et certification du personnel END » en vigueur au moment de la formation. *(La durée d'un jour est d'au moins 7 h, laquelle peut être atteinte sur une seule journée ou en cumulant des heures).*

II.4 Lieu d'exécution de la formation :

Les stages se dérouleront dans les locaux du titulaire sur le territoire métropolitain (hors Corse). Ou tout autre local dont le financement restera à la charge du titulaire, sans engendrer de coût supplémentaire pour les bénéficiaires par rapport au locaux du titulaire.

II.5 Planification des formations :

Les dates des formations seront fixées par les bénéficiaires en s'appuyant sur un échéancier établi conjointement avec le titulaire en tenant compte des impératifs de chacun.

II.6 Contenu du stage :

Le programme doit être conforme aux exigences de la Norme NF EN ISO 9712 et aux recommandations de la COFREND.

III. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS DU LOT N° 2 - Examen de certification COFREND selon le référentiel du CIFM

III.1 Objectif de l'examen :

Le présent examen a pour but d'acquérir les certifications COFREND de niveaux 1 et 2 selon le référentiel du CIFM NF EN ISO 9712.

III.2 Public concerné :

L'examen s'adresse à tous les contrôleurs et techniciens concernés par une certification COFREND, qui ont suivi avec assiduité la formation théorique et pratique correspondant à la méthode et au niveau de certification pour lesquels ils sont candidats.

III.3 Durée :

L'examen se déroule sur 2 jours consécutifs maximum, selon la norme en vigueur.

III.4 Lieu d'exécution :

L'examen a lieu dans les locaux du titulaire, en tant que Centre d'Examen Agréé par la COFREND, en France métropolitaine (hors Corse), selon référentiel du CIFM.

III.5 Délais de transmission des résultats :

Les résultats des examens sont transmis aux points de contact identifiés à l'article X des CTP, au plus tard 5 semaines après la réalisation des examens.

III.6 Certification :

En cas de réussite à l'examen, la COFREND délivre un certificat et/ou la carte correspondante au candidat satisfaisant aux conditions de certification.

La durée de validité du certificat COFREND est conforme à la **NORME NF EN ISO 9712 Certification COFREND Fabrication et maintenance.**

III.7 Réexamen :

En cas d'échec partiel, un candidat peut repasser deux fois la ou les parties auxquelles il a échoué, à condition que le réexamen ait lieu au plus tôt un mois, et au plus tard 12 mois après l'examen initial.

L'examen se compose de 3 épreuves (1 QCM tronc commun, 1 QCM spécifique et 1 épreuve pratique).

En cas d'échec à une seule épreuve, le candidat doit avoir la possibilité de ne repasser que celle-ci.

Un candidat ayant échoué à tous les réexamens autorisés doit à nouveau postuler et passer l'examen conformément à la procédure établie pour les nouveaux candidats.

IV. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS DU LOT N° 3 - Formation générale et spécifique à la qualification FrANDTB de niveau 3

IV.1 Objectif de la formation :

Assurer une formation basée sur l'expertise et le savoir-faire, exécutée par des intervenants qualifiés, permettant de préparer au mieux les personnels de l'Armée de l'air et de l'espace en vue de l'obtention d'une qualification de niveau 3 telle que définie par le comité aérospace FrANDTB.

Ces formations s'adressent au personnel devant être qualifié FrANDTB Niveau 3 (ET, UT, PT, MT, RT, IRT).

La formation doit être réalisée par un centre de formation agréé par l'AFENDA/FrANDTB (national board).

La formation doit être conforme aux exigences de l'EN 4179 et de la CER/FrANDTB-PR-001.

Poste 1 : Formation générale.

Ce premier poste répond aux objectifs suivants :

- Préparer au stage spécifique du secteur aérospace (SP3) concernant la méthode.
- Préparer à la qualification niveau 3 du secteur aérospace selon la norme EN 4179.
- Renforcer les acquis et approfondir l'aspect théorique de la méthode.
- Acquérir les compétences nécessaires à la mise en place d'une installation de contrôle non-destructif.
- Maîtriser les normes et autres documents applicables à la méthode.

Poste 2 : Formation spécifique.

Ce second poste répond aux objectifs spécifiques suivants :

- Se préparer à la qualification niveau 3 du secteur aérospace selon la norme EN 4179.
- Être capable de mener une étude de cas.
- Être capable de positionner les contrôles non-destructifs dans une gamme de fabrication.
- Choisir les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation du contrôle.
- Définir une gamme opératoire.
- Appréhender les actions à mener en cas de résultats douteux.

IV.2 Public concerné :

Cette formation s'adresse à tous les agents de contrôle non destructif concernés par une qualification niveau 3 FrANDTB.

IV.3 Durée des formations :

Les cours dispensés doivent impérativement respecter un programme minimal de 5 jours (40h) pour chaque poste.

IV.4 Lieu d'exécution de la formation :

La formation a lieu dans les locaux du titulaire ou tout autre local mis à disposition par celui-ci en France métropolitaine (Hors corse) sans engendrer de coût supplémentaire pour les bénéficiaires par rapport au locaux du titulaire.

IV.5 Contenu de la formation :

Le contenu de la formation est détaillé dans l'annexe n°4.

| |
|---|
| V. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS DU LOT N° 4 - Formation complémentaire aux certifications FrANDTB niveaux 2 et 3 |
|---|

| |
|---------------------------------------|
| V.1 Objectif de la formation : |
|---------------------------------------|

Assurer un perfectionnement des connaissances sur les matériaux et les techniques de contrôle par courants de Foucault multiéléments, permettant de préparer au mieux les personnels de l'Armée de l'air et de l'espace aux qualifications de niveau 2 et 3 telles que définies par le comité aérospatial FrANDTB.

| |
|------------------------------|
| V.2 Public concerné : |
|------------------------------|

Cette formation s'adresse à tous les agents de contrôle non destructif concernés par une qualification niveau 2 et 3 FrANDTB.

| |
|--------------------|
| V.3 Durée : |
|--------------------|

Les cours dispensés doivent impérativement respecter le programme minimal suivant :

- 3 jours pour le stage courant de Foucault multiéléments ;
- 4 jours pour le stage matériaux composites ;
- 5 jours pour le stage matériaux perfectionnement.

| |
|---|
| V.4 Lieu d'exécution de la formation : |
|---|

La formation a lieu dans les locaux du titulaire ou tout autre local mis à disposition par celui-ci en France métropolitaine (Hors corse) sans engendrer de coût supplémentaire pour les bénéficiaires par rapport au locaux du titulaire

| |
|---|
| V.5 Contenu de la formation (Méthode et niveaux concernés) : |
|---|

Le contenu de la formation est détaillé dans l'annexe n°5.

| |
|--|
| VI. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS DU LOT N° 5 Formation matériaux orientation aéronautique |
|--|

| |
|--|
| VI.1 Objectif de la formation : |
|--|

Les objectifs de la formation sont les suivants :

- Renforcer les connaissances de base en science des matériaux dans le secteur aérospatial.
- Préparer à la qualification niveau 2 ou 3 du secteur aérospatial selon la norme EN 4179.
- Être capable d'identifier la nature des défauts lors d'une inspection CND.
- S'entraîner au questionnaire spécifique de la qualification niveau 2 ou 3.

| |
|-------------------------------|
| VI.2 Public concerné : |
|-------------------------------|

Ces formations s'adressent au personnel devant être qualifié FrANDTB Niveau 1, 2 ou 3 (ET, UT, PT, MT, RT, IRT).

| |
|---------------------|
| VI.3 Durée : |
|---------------------|

Les cours dispensés doivent impérativement respecter un programme minimal de 5 jours (40h).

| |
|--|
| VI.4 Lieu d'exécution de la formation : |
|--|

La formation a lieu dans les locaux du titulaire ou tout autre local mis à disposition par celui-ci en France métropolitaine (Hors corse) sans engendrer de coût supplémentaire pour les bénéficiaires par rapport au locaux du titulaire.

| |
|---------------------------------------|
| VI.5 Contenu de la formation : |
|---------------------------------------|

Le contenu de la formation est détaillé dans l'**annexe n° 6**

VII. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS DU LOT N° 6 - Formation et examen qualifiant Thermographique FrANDTB niveaux 1 et 2

La formation est composée de la façon suivante :

- **Poste 1 : Formation générale et spécifique ;**
- **Poste 2 : Examen de qualification.**

La formation doit être conforme aux exigences de l'EN 4179 et de la CER/FrANDTB-PR-001.

La formation doit être réalisée par un centre de formation reconnu par l'AFENDA/FrANDTB (national board).

POSTE 1 : FORMATION GENERALE ET SPECIFIQUE

VII.1 Objectif de la formation :

Assurer un perfectionnement des connaissances sur la méthode et les matériels utilisés en CND par thermographie permettant de préparer au mieux les personnels de l'Armée de l'air et de l'espace aux qualifications de niveau 1 et 2 telles que définies par le comité aérospatial FrANDTB.

VII.2 Public concerné :

Cette formation s'adresse au personnel devant être qualifié FrANDTB niveau 1 et 2 IRT.

VII.3 Durée :

Le programme doit être composé impérativement d'une formation générale dans la méthode de 5j (40h) et d'une formation spécifique dans la méthode de 5j (40h) couvrant l'ensemble des thèmes.

VII.4 Lieu d'exécution :

La formation a lieu dans les locaux du titulaire ou tout autre local mis à disposition par celui-ci en France métropolitaine (Hors corse) sans engendrer de coût supplémentaire pour les bénéficiaires par rapport au locaux du titulaire.

VII.5. Contenu minimal de la formation :

Le contenu de la formation est détaillé dans l'annexe n°7

POSTE 2 : EXAMEN DE QUALIFICATION

VII.7 Objectif de l'examen :

Acquérir une qualification niveau 1 ou 2 conforme aux exigences FrANDTB/AFENDA.

VII.8 Public concerné :

Personnel dont le dossier de candidature est conforme à la procédure CER-FrANDTB-PR-004 et dont la recevabilité est établie par FrANDTB.

VII.9 Durée :

Les examens pratiques et théoriques seront réalisés sur une durée maximale de 2 jours.

VII.10 Lieu d'exécution de la formation :

Les examens seront conduits dans un centre agréé FrANDTB conformément à la procédure CER-frANDTB—PR-001.

VII.11 Déroulé de l'examen :

Le déroulé devra être conforme à la procédure CER-FrANDTB-PR-001 soit :

- Une partie écrite comprenant :
 - un examen général à livre fermé sous forme de QCM ;
 - un examen spécifique à livre ouvert sous forme de QCM.
- Une partie pratique durant laquelle le candidat doit démontrer selon le niveau de qualification présenté (N1 ou N2) ses capacités à :
 - utiliser les instructions de travail écrites ;
 - vérifier le bon fonctionnement des appareils et des accessoires ;
 - traiter, contrôler, interpréter et évaluer au moins deux échantillons ;
 - documenter les résultats ;
 - rédiger une fiche technique applicable par un niveau 1.

VII.12 Qualification :

En cas de réussite à l'examen, l'AFENDA/FrANDTB délivre un document de qualification au candidat.

VII.13 Réexamen :

En cas d'ajournement, un candidat peut présenter jusqu'à deux réexamen dans les parties concernées.

VIII. PROFIL DES INTERVENANTS

VIII.1 Expérience et qualifications des intervenants :

Lot 1:

Les intervenants sont des professionnels ayant une expérience significative dans le domaine de la formation à la certification COFREND ainsi qu'une expertise avérée. A cet égard, tout profil disposant **d'une expérience professionnelle inférieure à 3 ans sera écarté** dans le cadre de la présente formation.

Les intervenants doivent également disposer **d'une expérience dans le domaine de la formation pour adulte de minimum un an** et sont à minima **certifiés COFREND niveau 2**.

En cas de changement d'intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit proposer un nouvel intervenant justifiant d'une expérience professionnelle et d'une expertise au moins équivalentes à celles proposées dans son offre.

Lots 3 et 6 :

Les intervenants sont des professionnels ayant une expérience significative dans les domaines objets des formations. Tout profil d'intervenant disposant d'une **expérience professionnelle inférieure à 3 ans sera écarté**.

Les intervenants doivent également disposer d'une **expérience dans le domaine de la formation pour adulte de minimum un an** et sont à minima **certifiés niveau 2 FrANDTB**.

En cas de changement d'intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit proposer un nouvel intervenant justifiant d'une expérience professionnelle et d'une expertise au moins équivalentes à celles proposées dans son offre.

Lot 4 et 5 :

Les intervenants sont des professionnels ayant une expérience significative dans les domaines objets des formations. Tout profil d'intervenant disposant **d'une expérience professionnelle inférieure à 3 ans sera écarté**.

Les intervenants disposent également d'une **expérience dans le domaine de la formation pour adulte de minimum 1 an** et d'une **qualification de niveau bac à minima** (ou équivalent).

VIII.2 Récusation du personnel du titulaire :

L'acheteur se réserve le droit de récuser le personnel du titulaire dans les cas suivants :

- Manquements ou insuffisance professionnelle constaté de la part de son personnel.

En conséquence, des mesures correctives appropriées devront être mises en œuvre par le titulaire, telles que le signalement, l'avertissement ou le remplacement du personnel concerné. En l'absence de progrès constaté par le bénéficiaire immédiatement après avertissement, le personnel concerné est récusé ;

- En cas de changement d'intervenants en cours d'exécution de l'accord-cadre, ceux-ci doivent justifier d'une expérience professionnelle et d'une expertise au moins équivalente à celles proposées dans l'offre du titulaire sous peine de récusation.

Dans tous les cas, le personnel récusé devra être remplacé par le titulaire dans un délai de 24 heures

VIII.3 Remplacement d'un intervenant en cours d'exécution du marché :

Afin d'assurer la continuité de la formation et ne pas entraîner de retard, le titulaire ou son sous-traitant s'engage à remplacer sous 24 heures un intervenant absent ou récusé par un suppléant disposant des qualifications techniques requises.

En cas de changement d'intervenants en cours d'exécution du marché, ceux-ci devront justifier d'une expérience professionnelle et d'une expertise au moins équivalente à celles proposées dans l'offre du titulaire.

IX. MOYENS PEDAGOGIQUES

IX.1 Moyens pédagogiques :

Le titulaire assure la mise à disposition des moyens techniques, matériels et outils pédagogiques nécessaires au bon déroulement de chaque formation ou examen.

Le titulaire devra mettre à jour son programme ainsi que ses outils de formation en cas d'évolution de la réglementation et/ou à la demande de l'administration en cours d'exécution de l'accord-cadre.

IX.2 Équipements nécessaires aux formations :

Sur le plan pratique, le titulaire doit disposer de moyens de travaux pratiques, de logiciels de simulation numérique du signal et de programmation de leurre et de brouillage ainsi que des bancs d'essais-labo.

Le nombre de postes devra être cohérent avec le nombre de participants (1 poste par personne).

Concernant les cours ne nécessitant pas l'utilisation de postes de travail, les salles sont équipées, outre des tables et chaises pour chaque participant, d'un poste de travail pour le formateur, d'un vidéoprojecteur et d'un tableau et/ou paper-board.

Tout autre matériel ou logiciel nécessaire au bon déroulement de la formation et non mentionné dans le descriptif du cours du titulaire devra être fourni par ce dernier pour la durée de la formation.

IX.3 Documentation :

Un support dématérialisé (ou en format papier) et rédigé en français, nécessaire au suivi des cours, est obligatoirement remis à chaque participant au début du premier cours. Il doit être le reflet exact des enseignements tant du cours que des travaux pratiques ou exercices qui seront effectués durant la formation.

Ce support synthétise en outre les différentes informations dispensées pendant la formation. A la fin de la formation, les participants garderont ces supports.

L'élaboration et la fourniture de la documentation pédagogique sont à la charge du titulaire.

X. CONVOCATIONS

La convocation des participants est établie par le titulaire et adressée au correspondant chargé de la mise en formation (responsable formation).

- **Concernant les stagiaires rattachés à la Marine** : les convocations doivent être adressées aux responsables de formation compétents au sein de chaque unité bénéficiaire. Les coordonnées des responsables de formation au sein de la Marine seront confirmées en réunion de lancement et au besoin.
- **Concernant les stagiaires rattachés à l'Armée de l'Air et de l'Espace** : les convocations doivent être adressées à l'adresse fonctionnelle suivante : eepps.cmi.fct@intradef.gouv.fr.

Les convocations sont transmises aux points de contacts susmentionnés au plus tard **un mois avant le début de la session de formation**.

XI. DÉMARCHE QUALITÉ

XI.1: Réunion de lancement :

- Pour **la Marine (lots 1 et 2)**, une réunion de lancement sera organisée au plus tard quatre mois après la notification de l'accord-cadre.

Les modalités pratiques d'organisation de cette réunion sont définies conjointement par les unités bénéficiaires, après consultation du titulaire. Cette réunion a pour objet de mettre au point et de confirmer les détails de l'organisation matérielle et pédagogique des prestations objet de la présente procédure.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une réunion de programmation pourra être reconduite annuellement entre le titulaire et les unités bénéficiaires en cas de besoin. Les modalités pratiques d'organisation de cette réunion seront définies conjointement par les unités bénéficiaires, après consultation du titulaire.

- Concernant **l'Armée de l'Air et l'Espace (lots 3 à 6)**, une réunion de lancement sera organisée au plus tard deux mois après la notification de l'accord-cadre.

Les modalités pratiques d'organisation de cette réunion (y compris le regroupement des réunions en une seule avec tous les titulaires simultanément) sont définies conjointement par les unités bénéficiaires, après consultation du titulaire.

Cette réunion a pour objet de mettre au point et de confirmer les détails de l'organisation matérielle et pédagogique des prestations objet de la présente procédure.

La réunion porte notamment sur les points suivants :

- La présentation des différents intervenants (services bénéficiaires et titulaire) et du rôle de chacun ;
- Le nombre effectif de stagiaires et de formateurs ;
- Le recueil des coordonnées du titulaire ;
- Le recueil des coordonnées des différents référents au sein des unités bénéficiaires.
- La programmation (planning annuel, formation programmée à la demande.);
- Les outils mis à dispositions dans le cadre du suivi administratif et pédagogique ;
- Tout autre sujet jugé utile.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une réunion de programmation pourra être reconduite annuellement entre le titulaire et les unités bénéficiaires en cas de besoin. Les modalités pratiques d'organisation de cette réunion seront définies conjointement par les unités bénéficiaires, après consultation du titulaire.

XI.2 Évaluation de la prestation :

En fin de formation, l'intervenant fait remplir à chaque participant une fiche d'évaluation de la formation (**voir annexe n°9**). Il établit une synthèse des fiches d'évaluation jointes aux feuilles d'émargement et adressées au bénéficiaire (suivi financier et qualitatif) dans les huit jours ouvrés suivant la date de fin de la prestation.

Ces documents permettent d'effectuer les opérations de vérification de la prestation et de prendre la décision d'admission ou d'appliquer une réfaction décrite à l'article V- Modalités de contrôle d'exécution - du CCAP.

XI.3 Évaluation des participants :

L'intervenant effectue une synthèse sur support papier ou au format électronique des capacités qu'il juge acquises par les participants.

Il rédige un compte-rendu de formation sur l'état des motivations, des attentes et de l'assiduité de ces derniers. Il fait tous les commentaires qu'il juge utiles et nécessaires au bon déroulement et à l'organisation de la formation, il réalise aussi un compte-rendu des difficultés rencontrées par les participants.

Cette synthèse est transmise au bénéficiaire (responsable formation) dans les huit jours ouvrés suivant la date de fin de la prestation.

XII. ATTESTATIONS**XII.1 Attestation de présence :**

Pour chaque formation ou examen, le titulaire constate la présence des participants pendant toute la durée de la formation ou de l'examen en renseignant une feuille d'émargement. Ce document sera tamponné et signé puis transmis au service bénéficiaire dans les huit jours ouvrés suivant la date de fin de la prestation.

Concernant **les stagiaires rattachés à l'Armée de l'Air et de l'Espace**, les attestations seront adressées à l'adresse fonctionnelle suivante : eetps.cmi.fct@intradef.gouv.fr

Concernant **les stagiaires rattachés à la Marine (SLM)**, le titulaire adressera par courriel les attestations à l'adresse mail qui sera communiquée lors de la commande.

XII.2 Attestation individuelle de formation :

Pour chacune des formations, le titulaire transmet au service bénéficiaire, une attestation individuelle de formation pour chaque participant dans les huit jours ouvrés suivant la date de fin de la prestation.

Concernant **les stagiaires rattachés à l'Armée de l'Air et de l'Espace**, les attestations seront adressées à l'adresse fonctionnelle suivante : eetps.cmi.fct@intradef.gouv.fr

Concernant **les stagiaires rattachés à la Marine (SLM)**, le titulaire adressera par courriel les attestations individuelles de formation à l'adresse mail qui sera communiquée lors de la commande.

2^{ème} partie – Règlement de la consultation

Marché passé selon une procédure adaptée
(article R.2123-1. 3° du code de la commande publique)

| Etapes | Action | Description |
|--------|--|---|
| 1 | <u>Accéder au dossier de consultation</u> | Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Pas d'envoi papier. |
| 2 | <u>Renseigner sa candidature</u> , au choix | <p>Via le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, généré automatiquement au format .xml, à télécharger sur PLACE puis à renseigner à l'aide de l'outil en ligne disponible ici.</p> <p>En cas de groupement, chacun des membres doit fournir un DUME simplifié distinct.</p> <p>Les candidats soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) candidat(s) concerné(s) de la procédure.</p> <p>Ou via les formulaires DC1 et DC2</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : Fournir un agrément COFREND en qualité d'organisme de formation en essais non destructifs. - Lot 2 : Fournir un agrément COFREND en qualité de centre d'examen. - Lot 3 : Fournir un agrément FrAndTB en qualité d'organisme de formation en essais non destructifs. - Lot 6 : Fournir un agrément FrAndTB en qualité d'organisme de formation et de centre d'examen en essais non destructifs. |
| 3 | <u>Renseigner son offre</u> | <p>Pour chaque lot, les documents à fournir au titre de l'offre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le présent document renseigné en sa 4^{ème} partie ; - le bordereau de prix unitaires (BPU) du lot concerné ; - le mémoire technique (selon le cadre de réponse transmis en annexe) ; - l'attestation d'assurance ; - un RIB ; - les échantillons de travaux pratiques pour chacun des lots suivants : lots 3,4,5 et 6 ; - les échantillons de documentation pour chacun des lots suivants : lots 1,3,4,5 et 6 ; - les fiches techniques du matériel (spécifique) utilisé dans le cadre des formations objets des lots 3 et 6. <p>Les documents et informations doivent être rédigés en langue française.</p> <p><i>Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ; - en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques. <p><i>En cas de cotraitance (groupement), la solidarité est exigée, pour l'exécution, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement. Chaque co-traitant présentera une attestation de mandat dûment signée.</i></p> <p><i>La partie IV devra être signée par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.</i></p> <p><i>En cas de sous-traitance, présentation d'un sous-traitant à l'aide du formulaire DC4 "http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat" dûment rempli et signé.</i></p> <p>Variantes interdites.</p> <p>Offres valables 160 jours à compter de la date limite de remise de la dernière offre.</p> |
| 4 | <u>Signature</u> | Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer le marché (4 ^{ème} partie). Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, tout soumissionnaire peut le signer dès le dépôt de l'offre. |

| | | |
|---|---------------------------|---|
| 5 | Dépôt sur la PLACE | L'ensemble des pièces doit être déposé sur la PLACE avant les date et heure indiquées sur la PLACE , dans un fichier compressé au format ZIP ou équivalent . |
|---|---------------------------|---|

Lot 1 - Formation générale à la certification COFREND de niveaux 1 et 2 selon la Norme EN ISO 9712 édition 2022 et le référentiel CIFM

Au titre de l'offre, le candidat doit répondre à l'exigence suivante : le programme de formation doit être conforme aux exigences de la Norme NF EN ISO 9712 et aux recommandations de la COFREND.

Si l'opérateur économique ne répond pas à cette condition, il verra son offre rejetée.

| Analyse des offres | | | |
|---|---|---|-----------|
| Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants. | | | |
| Critère technique Noté sur 70 points | Sous-critère 1 : Qualifications et expériences des intervenants | <p><u>1) L'expérience professionnelle des intervenants doit être en cohérence avec l'objet du marché et sera évalué comme suit :</u></p> <p>Entre > 3 et < 6 ans : 5 points ≥ 6 ans : 10 points</p> <p><u>2) L'expérience des intervenants dans le domaine de la formation pour adulte doit être en cohérence avec l'objet du marché et sera évaluée comme suit :</u></p> <p>Entre ≥ 1 et < 3 ans : 1 point Entre ≥ 3 et < 6 ans : 5 points ≥ 6 ans : 10 points</p> <p><u>3) Le niveau de qualification proposé doit être en cohérence avec l'objet du marché et sera évalué comme suit :</u></p> <p>Certification COFREND Niveau 2 : 0 point Certification COFREND Niveau 3 : 10 points</p> | Noté / 30 |
| | SC2 Ingénierie pédagogique | <p><u>1) Le déroulement du programme de formation:</u> 5 points</p> <p><u>2) La pertinence des techniques d'application enseignées sur les différents types de pièce:</u> 5 points</p> <p><u>3) La pertinence des exercices pratiques et études de cas :</u> 5 points</p> <p><u>4) La qualité des illustrations présentées aux stagiaires dans le cadre de la formation:</u> 5 points</p> | Noté / 20 |

| | | |
|--|---|-----------|
| | <p>Sous-critère 3 : Moyens pédagogiques</p> <p><u>1) La pertinence du matériel et des équipements utilisés dans le cadre de la formation</u> : 8 points</p> <p><u>2) L'accessibilité de la documentation</u> : 5 points</p> <p><u>3) La qualité de la documentation transmise aux stagiaires pendant et à l'issue de la formation</u> : 7 points</p> | Noté / 20 |
| <p>Critère prix Lot</p> <p>Noté sur 30 points</p> | <p>L'analyse financière est réalisée à partir des prix unitaires TTC pour un participant indiqués par le candidat dans le bordereau de prix.</p> <p>Le montant de l'offre du soumissionnaire correspond à la somme des prix unitaires TTC par participant indiqués pour les postes 1 à 5 par le candidat dans le bordereau de prix.</p> <p>L'offre affichant le prix total le plus bas obtient la note maximale de 30 points.</p> <p>Les autres offres seront notées selon la formule suivante :</p> <p>Note total = $30 * (\text{montant de l'offre la moins élevée TTC} / \text{montant de l'offre du candidat à noter TTC})$</p> | Noté / 30 |

Critère éliminatoire :

Si la note technique globale de l'un des candidats est inférieure à **40 points**, le candidat est considéré comme ne répondant pas au besoin et sera éliminé.

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 3 meilleures offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

| |
|--|
| Lot 2 – Examen de certification COFREND selon le référentiel du CIFM. |
|--|

Analyse des offres

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

| | | | |
|--|--|---|-----------|
| Critère technique Noté sur 40 points | Sous-critère 1 : Qualité des équipements et du matériels mis à la disposition des stagiaires dans le cadre des examens | <u>1) La qualité du matériel mis à la disposition des stagiaires :</u> 10 points <u>2) La qualité des infrastructures mises à la disposition des stagiaires:</u> 10 points | Noté /20 |
| | Sous-critère 2 : Réactivité de l'opérateur économique | <u>Le délai de transmission des résultats :</u> < 2 semaines: 20 points 2 sem ≤ délai < 3 sem : 10 points 3 sem ≤ délai ≤ 4 sem : 5 points | Noté / 20 |
| Critère prix Noté sur 60 points | L'analyse financière est réalisée à partir des prix unitaires TTC pour un participant indiqués par le candidat dans le bordereau de prix. Le montant de l'offre du soumissionnaire correspond à la somme des prix unitaires TTC par participant indiqués pour chacun des postes par le candidat dans le bordereau de prix. L'offre affichant le prix total le plus bas obtient la note maximale de 60 points. Les autres offres seront notées selon la formule suivante : Note total = 60*(montant de l'offre la moins élevée TTC/montant de l'offre du candidat à noter TTC) | | Noté / 60 |

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 3 meilleures offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

Lot 3 – Formation générale et spécifique à la certification FrANDTB.

Lot 6 – Formation et examen qualifiant Thermographe FrANDTB niveaux 1 et 2.

Au titre de l'offre, le candidat doit répondre à l'exigence suivante :

- La formation doit être conforme aux exigences de l'EN 4179 et de la CER/FrANDTB-PR-001

Si l'opérateur économique ne répond pas à cette condition, il verra son offre rejetée.

Analyse des offres

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

| | | | |
|--|---|--|-----------|
| Critère technique Noté sur 70 points | Sous-critère 1 : Expérience professionnelle et moyens humains proposés pour effectuer les prestations | <p><u>1) L'expérience professionnelle du formateur doit être cohérente avec l'objet du marché et sera évalué comme suit :</u> Entre ≥ 3 et < 6 ans : 2 points ; Plus de 6 ans : 5 points.</p> <p><u>2) L'expérience des intervenants dans le domaine de la formation pour adulte doit être en cohérence avec l'objet du marché et sera évaluée comme suit :</u> Entre 1 et < 3 ans : 1 point ; Entre ≥ 3 et 6 ans : 3 points ; Plus de 6 ans : 5 points.</p> <p><u>3) Le niveau de qualification proposé doit être en cohérence avec l'objet du marché et sera évalué comme suit :</u> Certifié Niveau 2 FrANDTB : 0 points Certifié Niveau 3 FrANDTB : 10 points</p> <p><u>4) Les qualités et compétences pédagogiques du formateur</u> (5 points)</p> | Noté /25 |
| | Sous-critère 2 : Ingénierie pédagogique | <p><u>1) La répartition entre la théorie et la pratique au sein de la formation</u> (7 points)</p> <p><u>2) La pertinence des travaux pratiques (TP)</u> (8 points)</p> | Noté / 15 |
| | Sous-critère 3 : Moyens pédagogiques | <p><u>1) La cohérence entre le matériel spécifique utilisé dans le cadre des enseignements pratiques et les objectifs de la formation</u> (10 points).</p> <p><u>2) La qualité et la lisibilité de la documentation transmise pendant et à l'issue de la formation</u> (10 points);</p> <p><u>3) L'accessibilité de la documentation</u> (5 points) ;</p> | Noté / 25 |

| | | | |
|---|---|---|-----------|
| | Sous-critère 4 Relation client | 1) <u>La qualité des outils mis à disposition pour le suivi administratif des stagiaires</u> (3 points). 2) <u>La qualité des outils mis à disposition pour le suivi pédagogique des stagiaires</u> (2 points) | Noté / 5 |
| Critère prix Noté sur 30 points | <p>L'analyse financière est réalisée à partir des prix unitaires TTC pour un participant indiqués par le candidat dans le bordereau de prix.</p> <p>Le montant de l'offre du soumissionnaire correspond à la somme des prix unitaires TTC par participant indiqués pour chacun des postes par le candidat dans le bordereau de prix.</p> <p>L'offre affichant le prix total le plus bas obtient la note maximale de 30 points.</p> <p>Les autres offres seront notées selon la formule suivante :</p> <p>Note total = $30 \times (\text{montant de l'offre la moins élevée TTC} / \text{montant de l'offre du candidat à noter TTC})$</p> | | Noté / 30 |

Critère éliminatoire :

Si la note technique globale de l'un des candidats est inférieure à **35 points**, le candidat est considéré comme ne répondant pas au besoin et sera éliminé.

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 3 meilleures offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

Lot 4 – Formations complémentaires aux certifications FrANDTB niveaux 2 et 3.
Lot 5 – Formation matériaux orientation aéronautique.

Analyse des offres

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

| | | | |
|--|---|---|-----------|
| Critère technique Noté sur 70 points | Sous-critère 1 : Expérience professionnelle et moyens humains proposés pour effectuer les prestations | <p><u>1) L'expérience professionnelle du formateur doit être cohérente avec l'objet du marché et sera évalué comme suit:</u></p> <p>Entre ≥ 3 et 6 ans : 2 points ; Plus de 6 ans : 5 points.</p> <p><u>2) L'expérience des intervenants dans le domaine de la formation pour adulte doit être en cohérence avec l'objet du marché et sera évaluée comme suit :</u></p> <p>Entre 1 et < 3 ans : 1 point ; Entre ≥ 3 et 6 ans : 3 points ; Plus de 6 ans : 5 points.</p> <p><u>3) Le niveau de qualification du formateur doit être en cohérence avec l'objet du marché et sera évalué comme suit :</u></p> <p>Niveau Bac +2 (niveau type technicien) : 4 points Niveau supérieur à Bac +2 (Niveau type ingénieur et supérieur) : 10 points</p> <p><u>4) Qualités et compétences pédagogiques du formateur</u> (5 points)</p> | Noté /25 |
| | Sous-critère 2 : Ingénierie pédagogique | <p><u>1) La qualité des enseignements pratiques délivrés dans le cadre de la formation</u> (11 points)</p> <p><u>2) La répartition entre la théorie et la pratique au sein de la formation</u> (11 points)</p> | Noté / 22 |
| | Sous-critère 3 : Moyens pédagogiques | <p><u>1) La qualité et la lisibilité de la documentation transmise pendant la formation et à l'issue de la formation</u> (10 points)</p> <p><u>2) L'accessibilité de la documentation</u> (5 points)</p> | Noté / 15 |
| | Sous-critère 4 : Relation client | <p><u>1) La qualité des outils mis à disposition pour le suivi administratif des stagiaires</u> (4 points).</p> <p><u>2) La qualité des outils mis à disposition pour le suivi pédagogique des stagiaires</u> (4 points)</p> | Noté / 8 |

| | | |
|---|--|-----------|
| Critère prix Noté sur 30 points | <p>Le montant de l'offre du soumissionnaire correspond à la somme des prix unitaires TTC par participant indiqué par le candidat dans le bordereau de prix.</p> <p>L'offre affichant le prix total le plus bas obtient la note maximale de 30 points.</p> <p>Les autres offres seront notées selon la formule suivante :</p> <p>Note total = $30 \times (\text{montant de l'offre la moins élevée TTC} / \text{montant de l'offre du candidat à noter TTC})$</p> | Noté / 30 |
|---|--|-----------|

Critère éliminatoire :

Si la note technique globale de l'un des candidats est inférieure à **35 points**, le candidat est considéré comme ne répondant pas au besoin et sera éliminé.

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 3 meilleures offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

Engagement RSE du ministère :

Le ministre des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « égalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR) ». Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site www.achats.defense.gouv.fr. Ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du Ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

3^{ème} partie - Clauses Administratives Particulières

I. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

1.1 Forme et étendue :

Le marché est un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum passé en vertu des articles L.2125-1.1°, R.2162-1, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est alloté comme suit :

| <i>Numéro de lot</i> | <i>Intitulé de la formation</i> | <i>Montant maximum annuel HT</i> |
|----------------------|---|----------------------------------|
| 1 | Formation générale à la certification COFREND de niveaux 1 et 2 selon la Norme EN ISO 9712 édition 2022 et le référentiel CIFM. | 34 680€ |
| 2 | Examen de certification COFREND selon le référentiel du CIFM. | 19 250 € |
| 3 | Formation générale et spécifique à la qualification FrANTDB de niveau 3. | 15 600 € |
| 4 | Formations complémentaires aux certifications FrANDTB niveaux 2 et 3. | 28 000 € |
| 5 | Formation matériaux orientation aéronautique. | 11 700€ |
| 6 | Formation et examen qualifiant Thermographique FrANDTB niveaux 1 et 2. | 26 000€ |

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.2 Durée :

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire.

1.3 Parties prenantes :

Acheteur: L'acheteur agit pour toutes les formalités de notification du marché, de non-reconduction, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande. Il agit au profit du/des bénéficiaires suivants :

Pour les lots 1 et 2 :

- Le Service Logistique de la Marine (SLM) de Brest.
- Le Service Logistique de la Marine (SLM) de Toulon.
- Le Service Logistique de la Marine (SLM) de Cherbourg.

Pour les lots 3 à 6 :

- L'Escadron d'Expertise Technique en Procédés Spéciaux (EETPS).
- L'École de Formation des Sous-Officiers de l'Armée de l'Air et de l'Espace (EFSOAAE).

L'acheteur se réserve le droit d'ajouter de nouveaux bénéficiaires par la formalisation d'un ordre de service établi par la PFC-O.

Titulaire : Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

1.4 Langue :

Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

II. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et ses annexes (annexe financière et mémoire technique), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS est disponible sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

2.1 Bons de commande :

La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois.

Chaque bon de commande est adressé au titulaire au plus tard 30 jours avant le début de la prestation, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- | | |
|---|---|
| - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; | livraison ; |
| - numéro et date de commande ; | - lieu(x) d'exécution ou de livraison ; |
| - nature de la prestation ou de la fourniture ; | - prix hors taxe ; |
| - date(s) d'exécution de la prestation ou de | - montant de la TVA ; |
| | - prix toutes taxes comprises. |

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

2.2 Annulation ou modification par l'acheteur :

La PFC O peut annuler une commande. L'annulation donnera lieu à des indemnités tel que :

- annulation entre quinze jours et quarante-huit heures avant la date planifiée : 10 % du prix en euros HT de la prestation considérée ;
- annulation à moins de quarante-huit heures avant la date planifiée : 30 % du prix en euros HT de la prestation considérée.

2.3 Annulation ou modification par le titulaire :

En cas d'annulation d'une prestation ayant fait l'objet d'un bon de commande, le titulaire informe le bénéficiaire dans les meilleurs délais et au plus tard quinze jours calendaires avant la date de début de prestation. Cette annulation devra être argumentée.

Le report d'un cours fera l'objet d'une nouvelle planification en accord avec le bénéficiaire des prestations.

En cas d'annulations hors délais, non prévues, il sera fait application de pénalités (cf. **article V Modalités de contrôle d'exécution / 5.4 Pénalités pour retard**).

En cas d'annulations récurrentes, qui ne relèvent pas de cas de force majeure de la part du prestataire, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire (cf. **article VIII Litiges - Différends / 8.3 Résiliation**).

III. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché. En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions. Chaque co-traitant présentera une attestation de mandat dûment signée.

IV. RESPONSABILITÉ - SÉCURITÉ

4.1 Protection des données à caractère personnel – particularités applicables aux militaires

Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le dispositif de l'article 117 de la loi du 3 juin 2016 applicable au traitement de données à caractère personnel de militaires (DCPM) et, en particulier, les articles L.4123-9-1 et R4123-45 et suivants du code de la défense. Pour rappel, les DCPM sont l'association de données à caractère personnel relative à la mention de la qualité de militaire à des données qui permettent l'identification de la personne, telles que le nom et le prénom.

Au titre de ce dispositif, il appartient au titulaire de communiquer à la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) le nom et les coordonnées de son responsable de traitement des données (RTD), autrement dit, la personne physique du titulaire de l'accord-cadre ayant un accès direct ou la possibilité d'un tel accès aux DCPM.

En outre, le personnel du titulaire de l'accord-cadre peut faire l'objet d'une enquête administrative visée par le code de la défense, pendant toute l'exécution du présent accord-cadre.

Le RTD s'engage notamment à :

- a) Informer la DRSD de l'existence d'un traitement comportant des DCPM.
- b) Informer les personnes accédant aux DCPM de la possibilité de faire l'objet d'une enquête administrative.
- c) Refuser dans les plus brefs délais aux personnes l'accès aux données dans le cas où une enquête révélerait une menace pour la sécurité dudit traitement.
- d) Notifier dans les plus brefs délais la DRSD (par tout moyen) en cas de divulgation ou d'accès non autorisé aux données.

NB : l'information, par le titulaire de l'accord-cadre à la DRSD, de l'existence d'un traitement de données comportant des DCPM s'opère en complétant un formulaire prévu à cet effet disponible sur le site internet de la DRSD et en l'envoyant à l'adresse mail suivante : drsd-dcpm-declaration.accueil.fct@intradef.gouv.fr
Tout manquement à la présente clause peut entraîner la résiliation de plein droit du présent accord-cadre.

4.2 Assurance :

Le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.

4.3 Attestations fiscales et sociales :

Le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les

dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

4.4 Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accords-cadres

Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le Ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard ;

V. MODALITÉS DE CONTRÔLE D'EXÉCUTION

5.1 Constatation de l'exécution des prestations:

Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications destinées à constater que les prestations répondent aux exigences du marché sont réalisées par les bénéficiaires.

5.2 Service fait présumé:

La PFC Ouest peut décider de mettre en œuvre la procédure de service fait présumé. Cette procédure permet, lors de la liquidation de la facture, de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique, sans préjudice des stipulations du marché relatives à l'admission des prestations. Si, postérieurement au paiement, il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite (courrier ou courriel) de la PFC Ouest, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures suivantes. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à la personne publique. Lorsque la procédure de remboursement prévue ne peut être mise en œuvre, la personne publique émet un ordre de recouvrement (titre de perception) à l'encontre du titulaire.

Le recours à la procédure de service fait présumé demeure réversible. La PFC Ouest peut, à tout moment, en décider la suspension, notamment en cas de difficultés d'exécution graves et/ou répétées, et conditionner les paiements à la constatation effective du service fait par le bénéficiaire.

5.3 Incidents :

Les incidents constatés dans l'exécution du marché seront mentionnés sur la fiche incident visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire / le procès-verbal de réception / l'attestation de service fait (annexe 3 au présent marché) et transmise à l'acheteur (pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-soutien.fct@intradef.gouv.fr) afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.

5.4 Pénalités pour retard :

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS, toutes les pénalités sont dues, il n'y aura pas d'exonération systématique. Le titulaire encourt les pénalités suivantes :

| Motif de la pénalité | Montant HT de la pénalité |
|--|--|
| Annulation de la formation entre 15 jours et 48 heures avant le début de la formation. | 10 % du prix en euros HT de la prestation considérée |
| Annulation de la formation à moins de quarante-huit heures avant le début de la formation. | 30 % du prix en euros HT de la prestation considérée |
| Retard dans la transmission des livrables exigés dans les CTP. | 50€ / jour de retard. |

5.5 Réfections :

Une réfaction peut être prononcée lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état. Il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée : une fiche d'incident sera établie en apportant les éléments indispensables à la mise en place de cette réfaction.

Le titulaire est informé de la réfaction par courrier recommandé avec accusé réception ou par mail avec avis de réception. Il dispose de 15 jours ouvrés suivant réception du courrier ou du mail pour formuler des observations. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision de réfaction. Dans le cas où il présente des remarques, l'acheteur dispose de 15 jours ouvrés pour notifier une décision définitive.

Si les actions correctives demandées ne sont pas réalisées, la résiliation prévue à l'article 8.3 du CCAP sera appliquée.

5.6 Défaillance du titulaire :

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation ou de livrer la totalité des fournitures. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS (exécution aux frais et risques du titulaire).

5.7 Clause environnementale :

Le titulaire s'engage, pour tout support papier produit au titre du marché, à utiliser du papier recyclé, éco-labellisé ou provenant de forêts gérées de manière responsable.

Le titulaire utilisera de préférence pour ses déplacements des moyens bas carbone (train, cycle à propulsion humaine, etc..). De plus, les salles de formations et d'examens doivent être accessibles en transport en commun.

VI. MODALITÉS FINANCIÈRES

6.1 Contenu et forme des prix :

Le marché est conclu à prix unitaires. Ils comprennent :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - La documentation ; - Tous les frais généraux, charges sociales ; - Les frais d'assurance et de garanties ; - Les impôts, taxes fiscales et parafiscales | <ul style="list-style-type: none"> en vigueur ; - les frais de déplacement / transport / livraison / pose-installation. |
|--|---|

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix (4^{ème} partie du marché).

6.2 Avance :

Sauf refus du titulaire exprimé en 4^{ème} partie du marché (engagement des parties), une avance égale à 5% du

montant toutes taxes comprises du marché ou du bon de commande considéré (ou 30% pour une PME) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles L.2191-3, R.2191-3 et suivants du code de la commande publique (et correspondant à l'option A du CCAG FCS). Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du marché ou du bon de commande.

6.3 Révision des prix :

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de la dernière offre.

La révision s'effectue une fois par an à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par référence à l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 édité par l'INSEE (www.insee.fr ; identifiant 001565196). Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$\text{Prix révisé HT} = P_0 \times (\text{ICHTrev-TS1} / \text{ICHTrev} - \text{TS0})$$

Dans laquelle :

P0 = Prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt des offres finales.

ICHTrev-TS1 = Valeur du dernier indice définitif connu et lu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICHTrev-TS0 = Valeur de ce même indice diffusé au titre du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de la dernière offre.

La révision de prix est effectuée à l'initiative du titulaire du marché ou de l'accord-cadre. Celui-ci s'engage à faire parvenir à la PFC O, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision d'appliquer la révision de prix. En cas de révision, le nouveau prix de règlement ne pourra être appliqué qu'après accord du RPA.

Toutefois, en l'absence d'envoi de la révision du prix par le titulaire dans un délai de 2 mois à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre, l'administration se réserve le droit de procéder ou non elle-même à la révision du prix et informera le titulaire de cette décision. Passé ce délai, les prix ne seront pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

6.4 Dématérialisation des factures :

Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.

6.5 Contenu des factures :

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

- | | |
|--|--|
| - la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ; | - (engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ; |
| - le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ; | - le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ; |
| - la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ; | - le montant total hors taxes (HT) ; |
| - le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ; | - le montant total toutes taxes comprises (TTC) ; |
| - la référence interne correspondant au n°EJ | - le numéro SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044. |

6.6 Règlement du marché :

Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 4^{ème} partie du marché (engagement des parties). Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque que le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC . Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations et constatation du service fait.

6.7 Délai global de paiement :

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant, sous condition de service fait ;

6.8 Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

6.9 Modification du contrat

Le présent marché peut faire l'objet, conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, de modifications, formalisées par un avenant, dans les conditions et selon les modalités définies ci-après.

- Le bénéficiaire peut solliciter l'acheteur, après accord du titulaire, pour demander l'ajout d'une formation non identifiée dans le présent accord-cadre, ou la modification d'une formation préexistante. Cette sollicitation fait l'objet d'une demande formalisée qui précise l'objectif de cette modification ou de cet ajout.

Ajout d'un poste

- Il est possible d'ajouter une formation supplémentaire par lot. Cet ajout se fera par voie d'avenant au présent contrat, et dans la limite d'un ajout par lot sur la durée totale de l'exécution.

Modification de poste

- Il est également possible de modifier les caractéristiques des postes existants, notamment dans leur durée. L'incidence financière de cette modification sera calculée par le titulaire et présentée à l'acheteur pour validation et contractualisation par voie d'avenant.

En cas de circonstances imprévisibles modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties pourront convenir des évolutions contractuelles par avenant, dans le cadre de l'article R.2194-5 du code de la commande publique et selon les modalités précisées à l'article 25 du CCAG/FCS.

6.10 Nantissement – cession de créance :

L'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

VII. CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSÉ

Objet

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte à un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

L'application de cette clause est confirmée à la notification du marché ou par ordre de service ultérieur. Le contenu du stage est décrit dans la/les fiche(s) de stage fournie(s) par le titulaire dans son offre. Son contenu peut faire l'objet d'une mise au point au moment de la notification de l'accord-cadre entre toutes les parties prenantes.

La durée du stage est d'un à trois mois (date à date) selon l'offre du titulaire, à réaliser au profit d'un blessé, et ce, pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Mise en œuvre

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage annexée à l'offre du titulaire peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité et la convention de stage (annexe X au présent CCP) est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies à l'accord-cadre. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage.

Contrôle et évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande de l'acheteur ou de Défense mobilité relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés conformément à la demande formulée par l'acheteur ou Défense mobilité.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit en informer Défense mobilité et l'acheteur afin d'étudier collégialement les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

A l'issue du stage, Défense mobilité et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution, conformément au modèle établi.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par Défense mobilité, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. A tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

À la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

VIII. LITIGES - DIFFÉRENDS

8.1 Règlement amiable des différends :

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation adressé au service acheteur conformément à l'article 46 du CCAG/FCS (point de contact : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr). Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées. Point de contact : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr (09 88 68 19 25 ou 0 800 02 71 27).

8.2 Contentieux :

En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.

8.3 Résiliation :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

IX. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article II. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / pénalités pour retard déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article VI. Modalités financières / Nantissement-cession de créance déroge à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS.

L'article VIII. Litiges-différends / résiliation déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

4^{ème} partie – Engagement des parties

I. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

I.1. Identification et engagement du titulaire

☐ Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public et conformément à leurs clauses, le signataire

Nom commercial :

Dénomination sociale :

Adresse établissement et adresse siège social (si différente) :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone :

Numéro SIRET :

☐ s'engage, ☐ sur la base de son offre et pour son propre compte ;
☐ pour le compte du groupement identifié au I.2. ;

☐ à exécuter les prestations demandées :

| Case à cocher | Lot | Intitulé | Date de prise d'effet |
|---------------|-----|---|------------------------------------|
| | 1 | Formation générale à la certification COFREND niveaux 1 et 2 selon la Norme EN ISO 9712 édition 2022 et le référentiel CIFM ; | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 2 | Examen de certification COFREND selon le référentiel du CIFM | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 3 | Formation générale et spécifique à la qualification FrANTDB de niveau 3 | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 4 | Formations complémentaires aux certifications FrANDTB niveau 2 et 3 | Dès notification de l'accord-cadre |

| | | | |
|--|---|---|------------------------------------|
| | 5 | Formation matériaux orientation aéronautique | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 6 | Formation et examen qualifiant Thermographique FrANDTB niveaux 1 et 2 | Dès notification de l'accord-cadre |

Aux prix indiqués dans les annexes financières jointes au présent document.

I.2. Identification du groupement *(Uniquement en cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

I.2.1 Identification des membres du groupement et mandat

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire
 En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

Par leur signature ci-après, les membres du groupement, donnent mandat au mandataire identifié au I.1, qui l'accepte :

- pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public.

| Désignation des membres du groupement <i>nom commercial dénomination sociale adresses établissement et siège social (si différente de celle de l'établissement), adresse électronique numéros de téléphone numéro SIRET</i> | Nom, prénom et qualité du signataire | Lieu et date de signature + Signature |
|--|--------------------------------------|---------------------------------------|
| | | |
| | | |
| | | |

I.2.2. En cas de groupement conjoint, répartition des prestations

| Membre du groupement <i>nom commercial dénomination sociale</i> | Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint | |
|--|---|-------------------------------|
| | Nature de la prestation | Montant € HT de la prestation |
| | | |
| | | |
| | | |

I.3. Compte (s) à créditer (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)☐ Nom de l'établissement bancaire :☐ Numéro de compte :**I.4. Avance** ([article R. 2191-3](#) du code de la commande publique)☐ Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ (cocher si renonciation)

Signature du marché public par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement :
 (Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente)

II. ATTRIBUTION

Le directeur de la plate-forme commissariat Ouest de Rennes,
 attribue :

| Case à cocher | Lot | Intitulé | Date de prise d'effet |
|---------------|-----|---|------------------------------------|
| | 1 | Formation générale à la certification COFREND niveaux 1 et 2 selon la Norme EN ISO 9712 édition 2022 et le référentiel CIFM ; | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 2 | Examen de certification COFREND selon le référentiel du CIFM | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 3 | Formation générale et spécifique à la qualification FrANTDB de niveau 3 | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 4 | Formations complémentaires aux certifications FrANDTB niveaux 2 et 3 | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 5 | Formation matériaux orientation aéronautique | Dès notification de l'accord-cadre |
| | 6 | Formation et examen qualifiant Thermographique FrANDTB niveaux 1 et 2 | Dès notification de l'accord-cadre |

☐ à l'opérateur économique identifié au I.1

A Rennes, le

Signature